

tenue sous la présidence de Madame MADELAIGUE, assisté(e)
de Madame BECIRSPAHIC et Madame MARQUESUZAA, Conseillers
En présence de Madame NEUMAIER, Rapporteure publique
Madame DANGENG, Greffière

09 heures 30

01)	DOSSIER N° 2301261	RAPPORTEURE: Madame Florence MADELAIGUE
Titre de l'affaire	M. Kevin D., incarcéré au centre pénitentiaire de Lannemezan, demande au tribunal d'annuler la décision, non-datée, prise par le directeur du centre pénitentiaire de Lannemezan portant refus d'unité de vie familiale (UVF) avec sa compagne pour les 22 février et 3 mars 2023	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur D. Kevin	SCP THEMIS AVOCATS & ASSOCIES (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
02)	DOSSIER N° 2300851	RAPPORTEURE: Madame Florence MADELAIGUE
Titre de l'affaire	M. Kevin D., incarcéré au centre pénitentiaire de Lannemezan, demande au tribunal d'annuler la décision, non communiquée, en date du 12 janvier 2023 par laquelle le directeur interrégional des services pénitentiaires a ordonné la prolongation de son placement à l'isolement au sein du centre pénitentiaire de Lannemezan	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur D. Kevin	SCP THEMIS AVOCATS & ASSOCIES (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
03)	DOSSIER N° 2301178	RAPPORTEURE: Madame Florence MADELAIGUE
Titre de l'affaire	M. Salim A., incarcéré au centre pénitentiaire de Mont-de-Marsan, demande au tribunal d'annuler la décision en date du 2 mars 2023 par laquelle la Directrice interrégionale des services pénitentiaires de Bordeaux a ordonné la prolongation de son placement à l'isolement au sein du Centre pénitentiaire de Mont de Marsan	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur A. Salim	SCP THEMIS AVOCATS & ASSOCIES (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	

09 heures 30

04)	DOSSIER N° 2301740	RAPPORTEURE: Madame Florence MADELAIGUE
Titre de l'affaire	M. Salim A., incarcéré au centre pénitentiaire de Mont de Marsan, demande au tribunal d'annuler la décision en date du 10 mai 2023 par laquelle le Ministre de la justice a ordonné la prolongation de son placement à l'isolement	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur A. Salim	SCP THEMIS AVOCATS & ASSOCIES (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
05)	DOSSIER N° 2300099	RAPPORTEURE: Madame Florence MADELAIGUE
Titre de l'affaire	M. Gaëtan A., initialement incarcéré au centre pénitentiaire de Mont-de-Marsan, demande au tribunal d'annuler les décisions en date des 8 et 18 février 2022 prises par le directeur du centre pénitentiaire de Mont-de-Marsan portant refus de délivrer un permis de visite à sa compagne Mme Angélique Séverin	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur A. Gaëtan	SCP THEMIS AVOCATS & ASSOCIES (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
06)	DOSSIER N° 2300479	RAPPORTEURE: Madame Florence MADELAIGUE
Titre de l'affaire	M. Gaëtan A. demande au tribunal de condamner l'Etat au versement de la somme de 302,88 euros relatif au reliquat de salaires pour les mois de mai à septembre 2022	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur ALLARD Gaëtan	SCP THEMIS AVOCATS & ASSOCIES (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	

09 heures 30

07)	DOSSIER N° 2201092	RAPPORTEUR: Madame Léa BECIRSPAHIC
Titre de l'affaire	La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PAU BEARN PYRENEES demande au tribunal de condamner solidairement la société IDVERDE et les sociétés Despré Architectes, Osmose, Ideia Vrd, Cronos Conseil et Quark Ingenierie, membre du groupement de maîtrise d'œuvre au versement des sommes de : - 577.105,88 € TTC, au titre du coût des travaux de reprise des désordres affectant le terrain d'honneur , - 78.252 € TTC, au titre des travaux d'entretien , - 19.768 € TTC, au titre du préjudice subi du fait du caractère impropre du terrain de jeu , - 10.000 € TTC, au titre du préjudice d'image , - 21.912,00 € TTC au titre des frais annexes engagés pour assurer la défense des intérêts.	
Demandeur	Nom des parties	Représentants des parties
Défendeur	COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PAU BÉARN PYRÉNÉES	SELARL GOUTAL ALIBERT & ASSOCIES
	SAS IDVERDE	SELARL MOLAS & ASSOCIÉS
	SARL DESPRE ARCHITECTES	Maître CHARBONNIER Fabrice (Cour)
	SASU OSMOSE ORGANISATION DE SERVICES ET MAITRISE D'ŒUVRE DU SPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT	Maître DUPONT Marc (Cour)
	SARL CRONOS CONSEIL	
	SARL IDEIA VRD	DE TASSIGNY CACHELOU AVOCATS (Cour)
	SAS QUARK INGENIERIE VENANT AUX DROITS DE LA SOCIETE GLEIZE ENERGIE	SELARL FRANCOIS LEGRAND
08)	DOSSIER N° 2303320	RAPPORTEURE: Madame Audrey MARQUESUZAA
Titre de l'affaire	La COMMUNAUTE DE COMMUNES COEUR D'ASTARAC EN GASCOGNE demande au tribunal de condamner le groupement conjoint de maîtrise d'oeuvre, composé de M. Cazères, de la SARL Polymidi et de la société Soulas-Etec, à lui verser la somme de 672 266,94 euros en réparation des préjudices subis - Marché de travaux de construction du complexe aquatique de plein air de Mirande	
Demandeur	Nom des parties	Représentants des parties
Défendeur	COMMUNAUTE DE COMMUNES COEUR D'ASTARAC EN GASCOGNE	RIVIÈRE AVOCATS ASSOCIÉS (Cour)
	Monsieur C. Jean-Pierre	Maître CHARBONNIER Fabrice (Cour)
	SARL POLYMIDI	MISSIO AVOCATS (Cour)
	SARL SOULAS ETEC	Maître CLEMENT Pierre-Jean
	SA DIFFAZUR PISCINES	Maître ARMANDO Pierre
	SAS OTCE EN LANGUEDOC ROUSSILLON	SCP RAFFIN & ASSOCIÉS

09 heures 30

09)	DOSSIER N° 2301883	RAPPORTEURE: Madame Audrey MARQUESUZAA
Titre de l'affaire	L'ASSOCIATION DEFENSE DES MILIEUX AQUATIQUES demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 2023/655 fixant les dates d'ouverture-clôture et les modalités d'exercice de la chasse pour la campagne 2023-2024 dans le département des Landes, en tant qu'il n'interdit pas la chasse d'espèces d'oiseaux en périphérie immédiate et au sein des zones de protection spéciale dédiées à leur protection et des zones d'importance pour la conservation des oiseaux.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	ASSOCIATION DEFENSE DES MILIEUX AQUATIQUES	
Défendeur	PRÉFECTURE DES LANDES	
Intervenant	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DES LANDES	GUMUSCHIAN-ROGUET-BONZY (Cour)
10)	DOSSIER N° 2301884	RAPPORTEURE: Madame Audrey MARQUESUZAA
Titre de l'affaire	L'ASSOCIATION DEFENSE DES MILIEUX AQUATIQUES demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 64-2023-05-11-00009 du préfet des Pyrénées-Atlantiques relatif à l'ouverture générale et à la clôture de la chasse en plaine pour la campagne 2023-2024 autorisant la chasse d'espèces d'oiseaux en périphérie immédiate et au sein des zones de protection spéciale dédiées à leur protection et des zones d'importance pour la conservation des oiseaux.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	ASSOCIATION DEFENSE DES MILIEUX AQUATIQUES	M. G. Philippe
Défendeur	PRÉFECTURE DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	
Intervenant	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DES PYRENEES-ATLANTIQUES	GUMUSCHIAN-ROGUET-BONZY (Cour)
11)	DOSSIER N° 2303199	RAPPORTEURE: Madame Florence MADELAIGUE
Titre de l'affaire	M. Amar B., initialement incarcéré au centre pénitentiaire de Mont-de-Marsan, demande au tribunal d'annuler la décision en date du 28 juillet 2023 prise par la cheffe du centre pénitentiaire de Mont-de-Marsan portant refus de permis de visite à Mme Françoise R., sa compagne	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur B. Amar	SCP AMBRY - BARAKE - ASTIE (Cour)
	Madame R. Françoise	SCP AMBRY - BARAKE - ASTIE (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	

09 heures 30

12)	DOSSIER N° 2402328	RAPPORTEUR: Madame Léa BECIRSPAHIC
Titre de l'affaire Mme Amani T., épouse B., demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 2024-07-12.g en date du 12 juillet 2024 pris par le préfet des Hautes-Pyrénées portant refus d'admission de séjour, obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours, fixant le pays de destination et, abrogation et remplacement de tout document de séjour		
Demandeur	Nom des parties Madame T. EPOUSE B. Amani	Représentants des parties Maître GARCIA Claude (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DES HAUTES-PYRÉNÉES	
13)	DOSSIER N° 2400338	RAPPORTEURE: Madame Audrey MARQUESUZAA
Titre de l'affaire Mme Rafika A., épouse M., demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 2024-01-23-a en date du 23 janvier 2024 pris par le préfet des Hautes-Pyrénées portant refus d'admission au séjour, obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours, fixant le pays de renvoi et abrogation et remplacement de tout document de séjour		
Demandeur	Nom des parties Madame A. EPOUSE M. Rafika	Représentants des parties SP AVOCATS (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DES HAUTES-PYRÉNÉES	
14)	DOSSIER N° 2402596	RAPPORTEUR: Madame Léa BECIRSPAHIC
Titre de l'affaire M. Mikheil J. demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 2024-32-100 en date du 2 septembre 2024 pris par le préfet du Gers portant refus de titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours, fixant le pays de destination et présentation 1 fois par semaine à la brigade de gendarmerie de l'Isle-Jourdain		
Demandeur	Nom des parties Monsieur J. Mikheil	Représentants des parties Maître DUMAZ-ZAMORA Mikele (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DU GERS OFFICE FRANCAIS DE L'IMMIGRATION DE L'INTEGRATION	

09 heures 30

15)	DOSSIER N° 2402902	RAPPORTEUR: Madame Léa BECIRSPAHIC
Titre de l'affaire	Mme Diana S., épouse S., demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 2024-416 en date du 5 août 2024 pris par la préfète des Landes portant refus de délivrance d'un titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours et fixant le pays de destination	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame S. EPOUSE S. Diana	Maître DUCOIN Gaëlle (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DES LANDES	
16)	DOSSIER N° 2301165	RAPPORTEURE: Madame Audrey MARQUESUZAA
Titre de l'affaire	La SCI LGS (anciennement SCI les Greniers de Sophie) demande au tribunal la décharge de la TVA au titre des périodes comprises entre le 01/01/2017 et le 31/12/2018, de la taxe sur les véhicules de société pour les années 2015 à 2018 et de l'impôt sur les sociétés pour les années 2015 à 2018 ainsi que les pénalités correspondantes	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SCI LGS	M. Erick F.
Défendeur	DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DES PYRÉNEES-ATLANTIQUES	
17)	DOSSIER N° 2302811	RAPPORTEURE: Madame Audrey MARQUESUZAA
Titre de l'affaire	La SCI LGS demande au tribunal la décharge de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au titre des périodes comprises entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2018, et de l'impôt sur les sociétés (IS) au titre des périodes comprises entre le 1er avril 2017 et le 31 mars 2018 ainsi que les pénalités correspondantes	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SCI LGS	M. Erick F.
Défendeur	DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DES PYRÉNEES-ATLANTIQUES	

09 heures 30

18)

DOSSIER N° 2301216

RAPPORTEURE: Madame Audrey MARQUESUZAA

Titre de l'affaire M. et Mme Erick et Marie F., gérants de la SCI les Greniers de Sophie, devenue SCI LGS, demandent au tribunal la décharge de la totalité de l'impôt sur le revenu et des cotisations sociales auxquels ils ont été assujettis au titre des années 2016 à 2018.

Nom des parties

Représentants des parties

Demandeur

Monsieur et Madame F. Erick et Marie

Monsieur et Madame FEVRIER Erick et Marie

Défendeur

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DES
PYRÉNEES-ATLANTIQUES

Arrêté le 21/10/2025

Le président du tribunal